

Cher-e-s camarades,

Je présente par cette lettre ma candidature pour le poste de secrétaire aux affaires académiques de l'ASSE.

Durant cette grève historique mon implication a été de tous les instants. D'abord au sein de mon association de philosophie à travers le comité de mobilisation et l'exécutif. Ensuite, sur le terrain de l'Université de Montréal à travers l'organisation de plusieurs actions (occupations de la place laurentienne), manifestations (manifestation post-injonction, post-loi 78), à travers mon poste au sein du comité média de la Table de grève de l'UdeM et plus largement, à travers mon travail de coordination au sein des associations en grève de l'UdeM. Nous avons réussi quelques coups d'éclats (occupation du hall d'honneur de Roger-Gaudry avec fin de l'injonction une semaine plus tard) et nous avons montré notre présence jusqu'au bout. Nous sommes restés debout même face à l'anti émeutes débarquant dans notre université, face aux arrestations et aux séquestrations, face à l'absence totale de considération de nos votes de grève pris de façon démocratique en Assemblées générales.

Plus largement, durant le mouvement, nous avons osé prendre la parole, tenir nos revendications et montrer que l'université ne pouvait plus nous ignorer. Nous avons relevé la tête.

Je suis fier de leur travail qu'ont accompli les associations à l'Université de Montréal. Je suis fier de leur engagement dans le mouvement. Néanmoins, il reste encore beaucoup de travail à faire : un travail de dénonciation des agissements de l'administration, un travail de réappropriation de l'université et enfin, un travail de réflexion sur la façon dont l'université devrait être gérée, sur ce que devait être une université. Des principes tels que celui d'autonomie des universités sont des principes que nous devrions remettre de l'avant : autonomie du savoir, autonomie du financement, autonomie de sa gestion.

Ce travail de réflexion de fond, je souhaite le poursuivre au national à travers le poste de secrétaire aux affaires académiques. Je souhaite l'étendre aux cegeps, aux dossiers concernant l'éducation ainsi qu'à l'évaluation des politiques et des mesures gouvernementales.

Lors de la grève, nous avons soulevé des questions importantes: nous avons dénoncé la marchandisation de l'éducation, nous avons dénoncé la « gouvernance » des cegeps et des universités, nous avons dénoncé leur financement et nous avons prôné la gratuité scolaire. Il est temps que ces questions de fond prennent une véritable place non seulement au sein de l'espace public mais aussi au sein de l'espace politique. Il est temps qu'elles soient aux agendas gouvernementaux. Ce mouvement nous a montré notre force, il nous a montré qu'il était possible que nos positions théoriques acquièrent une effectivité pratique. Il ne faut pas

nous arrêter là. Il ne faut pas laisser nos conceptions de ce que devrait être l'éducation reposer dans nos têtes.

Le sommet sur l'éducation à venir sera l'occasion de mettre l'ensemble de ces réflexions sur la table et d'en faire des revendications solides.

Solidairement,

Blandine Parchemal.
Appui à venir.